

*Affaires courantes*

[Texte]

Question n° 4—**Mme Maheu:**

Le gouvernement a-t-il l'intention de déposer à la Chambre le rapport du Groupe de travail sur les relations interraciales, dirigé par M. Linton Garner?

**L'hon. Gerry Weiner (ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté):** Aucune intention de déposer ce rapport.

Question n° 176—**M. Young (Acadie—Bathurst):**

En ce qui concerne la fonction publique, au 31 mars, a) 1985, b) 1990, c) 1991, combien y avait-il de (i) gestionnaires supérieurs (SM), (ii) de directeurs (EX), (iii) de sous-ministres (DM) (ou l'équivalent)?

**M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Le bureau du Conseil privé et le Conseil du Trésor du Canada m'informent comme suit:

Au 31 mars de chaque année:

|     | ANNÉE | SM    | EX    | DM/EQUIVALENT |
|-----|-------|-------|-------|---------------|
| (a) | 1985  | 2 096 | 2 198 | 115           |
| (b) | 1990  | 1 984 | 2 624 | 129           |
| (c) | 1991* | 2 041 | 2 715 | 136           |

Le budget du 26 février 1991 prévoit une réduction de 10 p. 100 du nombre de cadres supérieurs dans la fonction publique au 31 janvier 1991 (de 4750 à 4275). Cette réduction doit se réaliser en grande partie au cours de la première année suivant l'annonce et le reste avant le 31 mars 1993. Durant la période du 31 janvier au 30 novembre 1991, l'effectif de la catégorie de la gestion subi une baisse de 231, ce qui représente 48 p. 100 du nombre cible qui est de 475

Question n° 227—**M. Milliken:**

Quel est le coût prévu de la commission d'examen de la Loi nationale sur les transports nommée par le ministre des Transports et chargée de l'examen de la loi fédérale de réglementation économique en matière de transport?

**M. Leonard Gustafson (secrétaire parlementaire du Premier ministre):** Les membres du comité d'examen de la Loi sur les transports nationaux, qui ont été nommés par le gouverneur en conseil le 31 janvier 1992, élaboreront un projet de budget dès qu'ils auront pu arrêter un plan d'exécution de leur mandat. Ce projet de budget sera ensuite soumis à l'approbation du Conseil du Trésor

conformément aux pratiques établies d'approbation des budgets.

\* \* \*

[Français]

### QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

**M. Charles A. Langlois (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, si les questions n°s 113 et 152 pouvaient être transformées en ordres de dépôt de documents, ces documents seraient déposés immédiatement.

**Le président suppléant (M. Paproski):** La Chambre est-elle d'accord pour que les questions énumérées par le secrétaire parlementaire soient transformées en ordres de dépôt de document?

**Des voix:** D'accord.

[Texte]

Question n° 113—**M. Boudria:**

Depuis 1984, combien de subventions le gouvernement et ses organismes ont-ils versées à des clubs de golf privés et quels étaient, dans chaque cas, a) le montant, b) l'objet de la subvention?

(Le document est déposé.)

Question n° 152—**Mme Stewart:**

Pour chaque année financière depuis 1989 à aujourd'hui, y a-t-il des ministères qui ont loué des installations autres que celles du gouvernement pour la formation du personnel et, dans l'affirmative, a) à combien se sont élevés les frais de location de ces installations, b) pourquoi a-t-on opté pour ces installations?

(Le document est déposé.)

[Français]

**M. Langlois:** Monsieur le Président, je suggère que les autres questions soient réservées.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Les autres questions sont-elles réservées?

**Des voix:** D'accord.

[Traduction]

**Le président suppléant (M. Paproski):** Nous allons revenir aux pétitions parce qu'un des députés était de l'autre côté de la Chambre. Le député de Kingston et les Îles.